

Une eau moins chère et 100 % publique C'est possible



Dans les mois prochains, les communes d'Est-Ensemble peuvent enclencher un passage de la gestion de l'eau en service public.

L'eau n'est pas une affaire partisane, ni une marchandise. Nous ne pouvons pas laisser passer la chance d'obtenir une eau moins chère et plus saine pour tous, d'assurer une gestion transparente et démocratique et de s'engager dans une voie plus respectueuse de l'environnement.

Depuis 2016, la gestion de l'eau est passée aux territoires comme Est-Ensemble.

Jusqu'ici, l'eau était gérée par le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF) qui en confiait la gestion à la multinationale Veolia. Avant la fin de l'année, Est-Ensemble doit décider soit de rester dans le SEDIF, et donc de poursuivre la collaboration avec Veolia, soit de faire d'autres choix, comme par exemple créer une régie publique qui pourrait avec Eau de Paris constituer un nouveau service public de l'eau. Cela peut concerner tout le territoire d'Est ensemble ou seulement les villes qui le souhaiteraient.

Pourquoi un service public de l'eau ?

L'exemple d'Eau de Paris montre qu'il est possible de faire baisser les tarifs payés par les usagers de l'eau : la différence est de 30 % entre les tarifs de Paris et ceux du SEDIF. Avec une gestion publique, il n'y a pas de prestataire privé, pas d'actionnariat, pas de coûts supplémentaires et inutiles.

Dans un cadre public, on peut plus facilement respecter les usagers, par exemple en interdisant les coupures d'eau, alors qu'une multinationale n'aura pour objectif que le maintien de ses profits.

On peut plus facilement contrôler les abus de facturation.

On peut associer les usagers à la gestion de l'eau (par exemple avec des observatoires de la gestion de l'eau).

Comment faire ?

Le territoire d'Est-Ensemble a jusqu'au 31 décembre 2017 pour renouveler ou non son adhésion au SEDIF. La première décision à prendre est donc que les communes ne renouvellent pas cette adhésion pour permettre d'éventuels choix alternatifs, que ce soit à l'échelle d'Est-Ensemble ou à défaut à celle des communes comme l'a déjà affirmé la ville de Bagnolet.

Ensuite il est nécessaire qu'ait lieu un débat public et une concertation large, informée et exhaustive sur le mode de gestion de l'eau sur le territoire d'Est Ensemble. Cette concertation devant se conclure par une consultation des usagers.

Nous demandons par conséquent à la municipalité de Montreuil de déclarer publiquement son intention de ne pas renouveler son adhésion au SEDIF et de faire procéder à toutes les études nécessaires pour que les Montreuillois-e-s puissent décider du mode de gestion (publique ou privée) de l'eau.

Venez vous informer :

Débat avec Jean-Claude Oliva, coordination Eau Ile-de-France

Mercredi 18 octobre, 19h

Salle Résistance (50 avenue de la Résistance)

L'avenir de la gestion de l'eau est entre nos mains !

Collectif eau publique – Montreuil | Contact : eaupubliquemontreuil@gmail.com